

Franz Oppenheimer, une théorie anarchiste de L'État ?

René BERTHIER

04-09-2025

Franz Oppenheimer (1864-1943), sociologue et économiste allemand, est principalement reconnu pour ses recherches sur la sociologie fondamentale de l'État, qu'il explore dans son ouvrage *Der Staat* (L'État). Sa théorie repose sur une distinction essentielle entre deux méthodes d'acquisition des richesses :

- Le travail, qui désigne la production de biens et de services par des efforts individuels ou collectifs, constituant ainsi une approche pacifique et productive favorisant le bien-être général.
- La violence, qui se réfère à l'appropriation des richesses par la force, le vol ou la coercition. Oppenheimer considère cette méthode comme déterminante dans la formation et la légitimation de l'État.

Il avance que l'État émerge de la conquête et de la domination, un groupe de conquérants imposant sa volonté à une population subjuguée. Ainsi, l'État est, selon lui, le résultat d'une violence organisée et d'une exploitation systématique. Il soutient que l'entité politique a pour rôle principal de défendre les intérêts de la classe dominante, ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique. L'État établit un cadre légal qui justifie et maintient les inégalités économiques, permettant aux privilégiés de conserver leurs richesses au détriment des classes inférieures. Concernant l'État comme outil au service de la classe dominante, Oppenheimer ne diverge pas de la perspective marxiste. La différence réside dans la genèse de l'État : pour Marx, il découle des contradictions internes de la société tandis qu'Oppenheimer affirme qu'il est le résultat d'un acte initial de violence..

Oppenheimer s'oppose à l'idée que l'État soit une institution neutre ou bienveillante, affirmant qu'il est intrinsèquement lié à l'exploitation et à la domination. Il tend à se renforcer et à s'étendre pour contrôler de plus en plus d'aspects de la vie sociale et économique, limitant ainsi la liberté individuelle par sa nature coercitive. Il plaide pour une société fondée sur des interactions sociales et économiques reposant sur la coopération volontaire et le travail, plutôt que sur la domination.

Bien qu'il ne soit pas anarchiste, ses idées trouvent des échos dans certaines traditions anarchistes, notamment sa critique de l'État et de l'autorité. Il valorise la coopération et le travail, des concepts centraux dans de

nombreuses pensées anarchistes, et prône une société où les individus interagissent librement sans l'imposition d'une autorité centrale. Son analyse repose sur des approches sociologiques et économiques, sans toutefois proposer de stratégies militantes ou révolutionnaires.

Influencé par des penseurs socialistes et libertaires, Oppenheimer se distingue par ses formulations uniques. Dans son ouvrage sur l'État, il fait mention de *L'Entraidede* Kropotkine, qu'il décrit comme un "bel ouvrage", tout en omettant de référencer Proudhon ou Bakounine. Vincent Valentin, qui défend l'idée d'un « Proudhon libéral », souligne que Oppenheimer se considérait comme un disciple de Proudhon et d'Adam Smith, cherchant à établir un « socialisme libéral ». Néanmoins, le terme "libéral" utilisé par Proudhon diffère de la définition contemporaine, car il l'emploie dans un sens positif lié au libéralisme philosophique ou politique du début du XIX^e siècle, en tant que courant progressiste face aux régimes despotiques.

Oppenheimer est un penseur complexe dont les idées ne s'inscrivent pas aisément dans les courants politiques habituels. Bien que la droite libérale critique l'État, elle défend souvent son rôle dans la protection des droits de propriété et des libertés individuelles. Oppenheimer va plus loin en dénonçant l'État comme intrinsèquement lié à la violence et à l'inégalité. Il valorise le travail et la coopération volontaire, éléments qui peuvent s'opposer à certaines positions de droite libérale privilégiant le libre marché et la propriété privée. Sa reconnaissance de la propriété est tempérée par sa critique de son acquisition souvent violente, ce qui le distingue des positions plus conventionnelles de la droite et le rapproche plutôt de Proudhon.

Malgré ses influences variées, Oppenheimer ne peut être classé strictement comme un libéral de droite. Ses idées s'alignent davantage avec des mouvements socialistes ou libertaires qui critiquent l'autoritarisme et les inégalités sociales. En raison de ses critiques de l'État et de son intérêt pour des formes d'organisation sociale fondées sur la coopération, il peut être perçu comme proche de certaines idées libertaires, même s'il ne s'identifie pas à un courant politique spécifique, rendant ainsi difficile toute classification binaire.

Les critiques que fait Oppenheimer de l'État, de la propriété acquise par la violence et son accent sur la coopération le placent en dehors des cadres traditionnels du libéralisme. Sa pensée s'apparente à une critique des structures de pouvoir et des inégalités, intégrant des éléments caractéristiques des courants libertaires ou socialistes.

Il peut sembler surprenant d'évoquer, dans un essai sur la théorie anarchiste de l'État, l'œuvre d'un auteur, Franz Oppenheimer, qui n'est pas anarchiste, dont la pensée est même revendiquée par certains courants

économiques libéraux. Oppenheimer est partisan d'un socialisme libéral: il pense que les défauts de l'économie de marché résultent de l'intervention de l'État, qui consacre les injustices. L'État n'est pas, comme chez Hegel, la puissance de la raison se réalisant comme volonté. Pour Oppenheimer, l'État est un organisme, créé par la violence, qui consacre les privilèges et les monopoles: ainsi écrit-il:

“Quand [la société] cesse d'être une organisation fondée sur l'utilité d'une classe, quand elle a éliminé tous les privilèges et les monopoles et qu'elle est devenue une organisation visant à l'intérêt général, les êtres humains, enfin libérés, peuvent réussir. Il n'y a plus de 'concurrence hostile' qui jette l'individu à l'assaut d'un rival. Bien plutôt, l'individu est conduit par une 'concurrence pacifique' à accomplir des réalisations plus élevées. Dans les circonstances normales, il n'y a plus dans la société de tentations qui ne puissent être bridées par des règles normales. L'harmonie de tous les intérêts économiques fait qu'il n'y a plus de conflits entre intérêts privés et prospérité générale.”¹

Très impliqué dans le mouvement de colonisation juive en Palestine, il veut y créer des conditions économiques viables. La question foncière étant la base sur laquelle repose toute installation humaine, il considère que chaque colonie doit posséder son terrain et rester libre de l'exploiter comme bon lui semble. Cependant, la communauté nationale juive et ses institutions doivent conserver un droit de préemption sur toute transaction, et peuvent s'opposer à la vente d'un bien foncier. Chaque colon n'est à titre individuel que le preneur à bail de sa coopérative de colonisation: il lui verse un loyer annuel dont le montant est fixé définitivement dès la première annuité. Il n'est pas techniquement propriétaire mais il est inamovible tant qu'il s'acquitte de ses devoirs envers la collectivité. Il y a du proudhonisme dans cette conception,² encore que Proudhon n'a jamais envisagé l'expulsion de

1 Franz Oppenheimer, “Praktische Ökonomik und Volkswirtschaftspolitik”, *Annalen der Naturphilosophie*, 12, 1913, p.22.

2 Vincent Valentin affirme que “Franz Oppenheimer se présentait comme un disciple de Proudhon et d'Adam Smith, ce qu'il condensait dans sa tentative de construction d'un 'socialisme libéral'.” (“Et si le marché assurait la réalisation des droits de solidarité ?”, “Le droit des libertés en question(s) – Colloque n°2 de la RDLF”, https://revuedlf.com/droit-social/et-si-le-marche-assurait-la-realisation-des-droits-de-solidarite/#_ftn17)

Il existe une ambiguïté sur le terme “libéral”, qui n'avait pas du tout, sous la plume de Proudhon, le même sens qu'aujourd'hui. Proudhon emploie

paysans exploitant une terre depuis des siècles pour en installer d'autres par la violence. Un autre paradoxe de la pensée d'Oppenheimer est qu'il pouvait observer sous ses yeux la formation d'un État correspondant à ses théories, c'est-à-dire par la violence, sans apparemment qu'il fasse le lien. Ajoutons qu'il finit par se détourner du sionisme dont il condamnait le nationalisme juif et chauvin.³

Ce qu'Oppenheimer dit de l'organisation qui offrirait les meilleures perspectives d'avenir à la colonisation juive pourrait être étendu à une perspective beaucoup plus large:

“Cette forme de propriété, imparfaitement réalisée dans tous les anciens droits populaires, offre tous les avantages de la propriété individuelle du sol et est exempte de ses graves défauts. Elle donne la pleine sécurité de la propriété, elle donne le plein sentiment d'appartenance et cet enracinement indissoluble dans le sol et le champ qui fait que le paysan soigne et aime son champ de toutes ses forces ; mais elle exclut l'endettement du sol qui, dans tous les pays de droit romain, prive le paysan du fruit de son labeur pour le jeter dans le giron de la rente foncière, elle exclut en outre le morcellement des terres agricoles ici et leur accumulation là, qui divise hostilement la communauté villageoise en une aristocratie et un prolétariat et détruit ainsi cette communauté d'intérêts qui seule, selon le témoignage de l'histoire universelle, peut rendre invulnérable. Elle exclut en outre cette prolétarianisation du pauvre peuple des campagnes qui envahit massivement les villes, les gonfle en masses géantes

fréquemment le mot “libéral” dans une acception positive, mais ce n'est pas en référence au libéralisme économique que nous connaissons aujourd'hui, comme celui de l'école de Chicago, mais au libéralisme philosophique ou politique tel qu'il était entendu dans le contexte du début du XIX^e siècle, lorsqu'il était un courant de pensée progressiste dans une Europe dominée par les régimes despotiques. (Voir : R. Berthier, “Proudhon libéral ?”

https://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Proudhon_penseur_liberal_3.pdf)

- 3 Cf. Jehuda Reinharz : *Dokumente zur Geschichte des deutschen Zionismus, 1882-1933*. Tübingen 1981, p.129-142. Yehuda Eloni : *Zionismus in Deutschland. Von den Anfängen bis 1914*. Gerlingen 1987, chap. VIII : “Die Wendung zum Radikalismus”, p. 250-312. Cité par Olivier Baisez, “Réforme foncière, réforme de la vie : Franz Oppenheimer dans le mouvement sioniste allemand et au-delà”, in *Recherches germaniques*, <https://journals.openedition.org/rg/848>

moralement et physiquement insalubres et, par son offre affamée de travail salarié, appelle dans le monde toutes les horreurs du capitalisme. [...] Je suis convaincu que le sionisme ne peut pas choisir un autre système.”⁴

Cette page, sauf évidemment pour la dernière phrase citée, aurait presque pu être écrite par Proudhon: Oppenheimer ne pouvait évidemment pas soupçonner les dérives subies par les implantation juives – le mouvement des kibboutzim est particulièrement révélateur à cet égard : constitué par des pionniers pétris d’idéal communautaire et égalitaire – ce qui a grandement séduit nombre de libertaires – il a sombré dans l’individualisme, la spéculation financière et immobilière.⁵

L’idée d’Oppenheimer, pour qui le colon membre de la coopérative possède son bien et n’en est pas propriétaire, se retrouve chez Proudhon, qui distinguait entre propriété et possession, que “tout le monde, savants et ignorants, même les légistes”, confondent⁶. Si Proudhon entend “tuer dans un duel à outrance” la propriété, il ne remet pas en cause le droit de possession, qu’il veut consolider. En 1841, il définit la propriété comme “le domaine absolu, exclusif, autocratique de l’homme sur la chose, domaine qui identifie l’homme et la chose”. A ce droit absolu, il en substitue un autre, un “droit d’usufruit, d’usage, d’habitation qui, réduit à ses limites naturelles est l’expression même de la justice, et que je regarde comme devant supplanter la propriété domaniale et constituer finalement la jurisprudence”⁷. Le droit de possession est donc un droit de propriété restreint, limité et soumis au contrôle d’une instance dont il reste encore à définir les contours.

Il faut comprendre que selon Proudhon, le fait de transférer la propriété à l’État ne change pas sa nature: cela reste la propriété. L’étatisation de la terre et de l’industrie conduit à la même exclusion des travailleurs.

Oppenheimer a été durement critiqué, notamment par Karl Schmidt, qui lui reprochait son “éradication de l’État” (*Ausrottung des Staates*) et l’inversion des valeurs qu’il opérait par rapport à la “conception de l’État du XIX^e siècle allemand, systématisée par Hegel”, lequel construisait l’État

4 Franz Oppenheimer : “Ansiedlung” in : *Jüdische Rundschau* 39 (1903), p. 417.

5 Voir: Amnon Kapeliouk, “La décadence des kibboutz israéliens”, *Le Monde diplomatique*, août 1995.

<https://www.monde-diplomatique.fr/1995/08/KAPELIOUK/6559>

6 Proudhon, *Théorie de la Propriété*, préface.

7 Proudhon, *Deuxième mémoire*, I, p. 284.

comme “un royaume de la moralité et de la raison objective”. Schmidt constate que chez Oppenheimer “l’ordre des valeurs est désormais inversé, et la société, en tant que sphère de justice pacifique, est infiniment supérieure à l’État, qui est dégradé en une région d’immoralité violente. Les rôles ont été inversés...”⁸ Oppenheimer a en commun avec les auteurs anarchistes l’idée que la société est historiquement antérieure à l’État et supérieure à lui. L’idée que l’État est le règne de la violence et de la spoliation et que l’émancipation humaine ne pourra résulter que d’un acte émanant de la société est au fond même de la pensée anarchiste.

En disant que l’histoire révèle le combat entre classes spoliatrices et classes productives, Oppenheimer se situe d’évidence dans une perspective de lutte des classes, même si certains auteurs parlent curieusement de “théorie libérale de la lutte des classes”⁹. La lutte des classes est présente chez François Guizot¹⁰ et chez la plupart des historiens de la Restauration: Augustin Thierry, Adophe Thiers, François-Auguste Mignet. A ceci près qu’il s’agit de la lutte de la bourgeoisie contre l’ordre monarchique, pas celle du prolétariat contre la bourgeoisie. Auguste Comte distinguait deux classes: les producteurs qui paient l’impôt et les nobles qui le

8 Carl Schmitt : *Der Begriff des Politischen*. Munich 1932, p. 63-64, cité par Olivier Baisez, *op. cit.*

9 “Cette théorie fut d’abord l’œuvre de Charles Comte au XIX^e siècle, l’auteur du journal *Le Censeur Européen* et l’un des maîtres de Bastiat. Selon Comte, l’homme a le choix entre deux alternatives fondamentales : il peut piller la richesse produite par d’autres ou il peut travailler pour produire lui-même des richesses. On retrouve cette idée chez Bastiat aussi : “Il y a donc dans le monde deux espèces d’hommes, savoir : les fonctionnaires de toute sorte qui forment l’État, et les travailleurs de tout genre qui composent la société. Cela posé, sont-ce les fonctionnaires qui font vivre les travailleurs, ou les travailleurs qui font vivre les fonctionnaires ? En d’autres termes, l’État fait-il vivre la société, ou la société fait-elle vivre l’État ?”. Comme l’a fait justement remarquer Ralph Raico, la similarité entre cette analyse et celle d’Oppenheimer dans *L’État* est frappante. Sa genèse de l’État s’oppose frontalement à celle du gentil-État-protecteur, dans la tradition du contractualisme des Lumières, et inspirera Max Weber (‘L’État, c’est le monopole de la violence physique légitime’).” (Fabrice Copeau, “Moyens économiques contre moyens politiques”, <https://contrepoints-archives.org/moyens-economiques-contre-moyens-politiques>)

10 “Le troisième grand résultat de l’affranchissement des communes, c’est la lutte des classes, lutte qui remplit l’histoire moderne. L’Europe moderne est née de la lutte des diverses classes de la société” François Guizot, *Cours d’histoire moderne: Histoire générale de la civilisation en Europe depuis la chute de l’Empire romain jusqu’à la Révolution française*, Paris, Pichon & Didier, 1828, p. 29.

consommaient. Les schéma d'Oppenheimer n'est donc pas absolument original.

L'anarchisme, comme le marxisme, voit dans l'État l'organisation de la classe dominante destinée à pérenniser le système d'exploitation. Pour le marxisme, il est le *produit* de la société de classes, le produit du développement économique. Ainsi Boukharine affirme que "le processus de stratification des classes, pour sa part, est principalement le produit du développement économique. Il faut souligner que la division de la société en classes n'est en aucune façon une conséquence de l'usage de la force pure par des étrangers, comme certains sociologues (Gumpłowicz, Oppenheimer) l'affirment".¹¹

Boukharine reproche à Oppenheimer de considérer que "les classes sont simplement des groupes de vainqueurs et de vaincus transformés et ne sont pas du tout les rejets nécessaires du développement économique". Il ne conteste pas que l'histoire a été marquée par la violence et le pillage, mais ce constat n'épuise pas le sujet. En effet, des institutions et des rapports de production donnés ne peuvent apparaître que là où existe une base suffisante par la vie économique, avec la division du travail et la propriété privée. Il s'ensuit, ajoute Boukharine, que "même s'il n'y avait pas eu d'invasion extérieure, la logique du développement économique aurait néanmoins conduit à l'apparition de classes dominantes et de leur organisation commune, l'État".

Pour soutenir son point de vue, Boukharine avance l'exemple des États-Unis d'Amérique, où "l'évolution des rapports capitalistes (...) serait absolument incompréhensible en acceptant le point de vue d'Oppenheimer". Or il semble plutôt que l'exemple des États-Unis vienne plutôt confirmer le point de vue d'Oppenheimer: la formation d'un État par la conquête territoriale et l'assujettissement d'une population autochtone par une population migrante. Boukharine s'oppose à l'idée que les classes "sont créées par des moyens politiques" et conteste le point de vue d'Oppenheimer qui se fonde sur "la raison ethnographique et historique".

Carl Schmitt de son côté dénonce l'attribution aussi arbitraire que manichéenne de toutes les qualités à l'économie et de tous les défauts à la politique: il vise directement les dernières pages de *L'État*,

11 N. Boukharine, "Contribution à une théorie de l'État impérialiste", 1916, <https://www.marxists.org/francais/boukharine/works/1916/00/etat.htm>

“L’État’ de l’avenir sera la ‘Société’ gouvernée par une administration autonome.¹² (...)”

“L’État est l’ensemble de toutes les relations nouées par le moyen politique; la Société est l’ensemble de toutes les relations nouées par le moyen économique. Jusqu’ici l’État et la Société étaient inextricablement confondus: dans la fédération libre il n’y aura pas d’État, mais seulement la Société.” (p. 209)

Quoi qu’on en pense, cela sonne étonnamment “anarchiste”.

Oppenheimer a été revendiqué par les courants politiques les plus opposés, de la droite à la gauche. Ces courants utilisent sa pensée “à la carte” et la dépècent en fonction des besoins des uns et des autres. Cependant, on a tout de même du mal à classer dans le courant libéral un auteur qui réclame la suppression du régime de la propriété foncière privée, même si on peut douter que cela suffise à créer les conditions de l’émancipation de l’humanité.

D’emblée, Oppenheimer nous déclare que son approche de l’État ne se situe pas du point de vue juridique mais d’un point de vue “exclusivement sociologique”. Boukharine faisait justement remarquer que définir l’État à partir du point de vue juridique aboutit à un cercle vicieux: “définir l’État en partant de la loi, et la loi en partant de l’État”.¹³

Oppenheimer s’intéresse à l’État du point de vue de l’histoire philosophique et de la théorie économique, pas aux formes légales par lesquelles l’État s’est manifesté ni aux différentes définitions qui en ont été données, dont il serait vain d’attendre qu’elles nous renseignent sur sa nature, ses origines et ses fins :

“L’État, objet historiquement universel, ne peut être compris dans son essence que par une étude réfléchie embrassant dans ses grandes lignes toute l’histoire universelle. Seule la théorie sociologique s’est jusqu’ici engagée sur ce chemin, le grand chemin de la science : toutes les autres se sont formées comme *théories de classe*. Tout État – ceci doit être établi tout

12 Texte de la version française. La traduction du texte allemand donnerait plutôt: “L’État’ du futur sera une ‘société’ dirigée par l’autogestion.” (Der “Staat” der Zukunft wird die durch Selbstverwaltung geleitete ‘Gesellschaft’ sein.”)

13 N.I. Boukharine, “Contribution à une théorie de l’État impérialiste”, <https://www.marxists.org/francais/boukharine/works/1916/00/etat.htm#sdfootnote8anc>

d'abord – tout État a été et est un État de classes et toute théorie politique a été et est une théorie de classe.”¹⁴

Oppenheimer précise qu'une théorie de classe "n'est pas le produit de la raison qui scrute mais celui de la volonté qui convoite et commande ; elle n'emploie pas ses arguments afin de parvenir à la vérité, elle s'en sert comme d'autant d'armes dans la lutte des intérêts matériels." La connaissance des théories politiques ne peut pas nous éclairer sur la nature de l'État.

Ainsi, le contrat social de Rousseau, l'association de brigands de Carey, l'omnipotence de Platon, l'impuissance du libéralisme et la suppression de l'État des anarchistes ne sont que des "dogmes contradictoires" qui présentent le défaut de ne pas avoir été abordés d'un point de vue sociologique. Oppenheimer écarte donc toutes les théories de l'État qui ont pu être formulées depuis Aristote et Platon en passant par Ancillon, Bodin, Grotius, Spinoza, Locke, Rousseau, Shelling et Savigny jusqu'à Hegel, qui contiennent "une plus ou moins grande parcelle de vérité" mais dont "aucune n'est entièrement satisfaisante et la plupart sont radicalement fausses".

Selon Oppenheimer, toutes les définitions qui ont été données de l'État sont insatisfaisantes parce qu'aucune d'entre elles n'a été abordée d'un point de vue sociologique. Selon lui,

"L'État est, entièrement quant à son origine, et presque entièrement quant à sa nature pendant les premiers stades de son existence, une organisation sociale imposée par un groupe vainqueur à un groupe vaincu, organisation dont l'unique but est de réglementer la domination du premier sur le second en défendant son autorité contre les révoltes intérieures et les attaques extérieures. Et cette domination n'a jamais eu d'autre but que l'exploitation économique du vaincu par le vainqueur. Aucun État primitif dans toute l'histoire universelle n'a eu une origine autre."

Cette définition est intéressante du point de vue d'une réflexion anarchiste parce qu'elle se résume en quelque sorte à celle qu'en donne Bakounine, chez qui on retrouve le même schéma explicatif : "Partout, écrit Oppenheimer, nous voyons une belliqueuse tribu barbare envahir le territoire d'un peuple plus pacifique, s'y établir comme aristocratie et y

14 F. Oppenheimer, *L'État*, M. Giard & E. Brière, 1913, p.3.

fonder son État”. Cette phrase aurait pu être écrite par Bakounine, pour qui l’acte originel de la formation de tout État est la violence. Selon le révolutionnaire russe, les premiers États historiques ont été constitués par la conquête de populations agricoles par des populations nomades. “Les conquérants ont été de tout temps les fondateurs des États, et aussi les fondateurs des Églises”¹⁵. L’État est “l’organisation juridique temporelle de tous les faits et de tous les rapports sociaux qui découlent naturellement de ce fait primitif et inique, les conquêtes” (*Ibid.*)

Oppenheimer nous livre également ses réflexions sur ce que pourrait être le “but final” de l’évolution de l’État, qu’on peut admettre comme inévitable, “mais pour lequel il nous manque encore le terme scientifique”.¹⁶ Il se propose de nous révéler “le chemin qu’a parcouru l’État, la longue ‘voie douloureuse’ de l’humanité, le chemin sur lequel nous le suivrons maintenant : partant de l’État conquérant primitif il se dirige à travers mille transformations vers le but suprême, la *Fédération libre*.” (p.9)

Cela fait inévitablement penser aux débats qui eurent lieu au sein de l’Internationale anti-autoritaire, notamment au congrès de Bruxelles de 1874. lorsqu’il fut observé que l’État avait englobé des fonctions allant au-delà des fonctions strictement régaliennes et intégré des fonctions économiques et sociales. Le débat avait ensuite porté sur la dénomination par laquelle il faudra désigner dans la société future l’organisme qui sera chargé d’administrer la société.¹⁷ Certains délégués estimaient que le mot n’avait pas d’importance et qu’on pouvait bien continuer d’appeler “État” un organisme qui n’avait plus rien à voir avec l’État dans la société actuelle. D’autres répliquèrent que les mots avaient un sens et qu’il n’était pas souhaitable d’avoir recours au même mot pour désigner des formes totalement différentes. Les Espagnols et James Guillaume préférèrent parler de “fédérations des communes”. Or Oppenheimer appelle cette forme supérieure de l’organisation sociale: “fédération libre”, ce qui est exactement le même terme utilisé par Bakounine: “L’organisation politique et économique de la vie sociale doit partir, par conséquent, non plus comme aujourd’hui de haut en bas et du centre à la circonférence par principe d’unité et de centralisation forcées, mais de bas en haut et de la circonférence au centre, par principe d’association et de *fédérations libres*.”¹⁸ (Je souligne.)

15 Bakounine, Article “Contre Mazzini”, Œuvres, Champ libre, II, 83.

16 F. Oppenheimer, *L’État*, M. Giard & E. Brière, 1913, p. 8.

17 Voir supra le chapitre “L’État dans le rapport bruxellois”.

18 Bakounine, “Catéchisme révolutionnaire”.

On trouve chez Oppenheimer quelque analogie également avec la pensée de Proudhon dans la distinction qu'il fait entre "voie économique" et "voie politique". La voie économique, c'est le travail, la production, l'échange, tandis que la voie politique est l'accaparement par la violence. Pour Proudhon, c'est par la prise en main de l'appareil économique par les travailleurs et sa socialisation qu'il sera possible d'atteindre l'émancipation du travail. On retrouvera plus tard cette démarche dans les débats au sein de l'AIT, puis de nouveau dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire.

A ce courant s'oppose le marxisme qui préconise le moyen politique, la conquête du pouvoir d'État.

"Je distingue en toute société deux espèces de constitutions : l'une que j'appelle la constitution SOCIALE, l'autre qui est la constitution POLITIQUE; la première, intime à l'humanité, libérée, nécessaire, et dont le développement consiste surtout à affaiblir et écarter peu à peu la seconde, essentiellement factice, restrictive et transitoire.

"La constitution sociale n'est autre chose que l'équilibre des intérêts fondé sur le libre contrat et l'organisation des forces économiques qui sont, en général : *le Travail, la Division du travail, la Force collective, la Concurrence, le Commerce, la Monnaie, les Machines, le Crédit, la Propriété, l'Egalité dans les transactions, la Réciprocité des garanties*, etc.

"La constitution politique a pour principe l'AUTORITE, ses formes sont : la Distinction des classes, la Séparation des pouvoirs, la Centralisation administrative, la Hiérarchie (...). Ces deux constitutions (...) sont de nature absolument diverse et même incompatible"

(...)

"L'homme est destiné à vivre en société. Cette société ne peut exister que de deux manières : ou par l'organisation des facultés économiques et l'équilibre des intérêts ; ou bien, par l'institution d'une autorité qui, en l'absence de l'organisme industriel, serve d'arbitre, réprime et protège. Cette dernière manière de concevoir et de réaliser l'ordre dans la société, est ce qu'on nomme l'État, ou Gouvernement. Son attribut essentiel, la condition de son efficacité, est la *centralisation*."¹⁹

19 Proudhon, *Confessions d'un révolutionnaire*, Garnier frères, 1851, pp. 196 et 200.

Les idées d'Oppenheimer ont une relation curieuse avec les idées socialistes. Nils Goldschmidt parle de l'“*allure généralement socialisante de sa doctrine*”²⁰; en effet, il ne revendique pas l'extension du rôle de l'État afin qu'il assume des fonctions de redistribution. Son “libéralisme” reste relatif: il considère en effet que le sol doit devenir la propriété inaliénable de la collectivité, et son rejet de l'État et son implication dans le mouvement coopératif laisse clairement entendre de quelle manière la terre devra être collectivisée. On peut donc raisonnablement s'interroger sur la légitimation de sa revendication par certains penseurs libéraux.

Il y a une double ambiguïté dans le livre d'Oppenheimer: tout d'abord dans le contraste entre la méthode d'investigation de l'auteur, sociologique, scientifique, et le projet politique qu'on lui attribue et certaines de ses propositions empreintes d'une extrême naïveté. Je dis “qu'on lui attribue” parce que ce projet n'apparaît pas dans le livre, sinon sous une forme dont on ne voit pas en quoi elle pourrait être “récupérée” par la pensée libérale.

Les réflexions d'Oppenheimer sur l'État conduisent naturellement à des conclusions anarchistes, quelles qu'aient pu être par ailleurs les intentions de l'auteur. Cependant, considérer comme pertinente l'approche d'Oppenheimer sur l'origine et la nature de l'État, une approche fondée sur la sociologie et l'anthropologie, ne dispense pas le lecteur d'émettre des réserves sur ce qui peut relever dans son livre de la simple opinion.

20 Nils Goldschmidt, “Alfred Müller-Armack et Ludwig Erhard : le libéralisme social de marché”, in [Jean Petitot](#) et [Philippe Nemo](#) dir., *Histoire du libéralisme en Europe*, PUF, 2006, p.964